

## CRISE ECONOMIQUE : ACTE 2

### LE CHOC POLITIQUE

En novembre 2006, un article de Marx Again titrait : « le Krach immobilier , c'est pour quand ? »

En novembre 2007, un article de Marx Again titrait : « Crise financière, ce n'est qu'un début »

En décembre 2008, un article de Marx Again titrait : « Le rôle de la finance dans la mondialisation »

En septembre 2009, un article de Marx Again titrait : « La gauche fait payer la crise économique ».

Pourquoi ces rappels ? Tout simplement pour dire qu'il faut se référer à l'ensemble de ces articles pour comprendre les mécanismes de la crise économique du capitalisme actuel. En effet, nous avons expliqué depuis plus de 3ans, la nature de la crise. Et nous ne nous sommes pas trompés.. La plupart des super économistes disent ces choses là aujourd'hui après l'avoir nié hier. C'est donc devenu une banalité que d'affirmer :

- La crise est loin d'être finie
- La crise économique met les états en faillite

Bon, disons que ces économistes classiques n'ont pas encore franchis le pas pour dire que c'est une crise de surproduction inhérente au système capitaliste, mais ils sont capables de décrire la réalité des mécanismes de la crise qui se déroule actuellement. Là où cela se gâte, c'est lorsqu'ils commencent à réfléchir à des « solutions ».

Incapables de s'extraire du contexte, tous les économistes qu'ils soient de gauche, de droite, du centre ou d'extrême gauche en restent à des solutions « techniques ». Et les solutions « techniques » sont nombreuses. Citons les plus courantes : la relance par la consommation, la régulation du capitalisme financier, la « décroissance » pour certains et la rigueur (ce qui est la même chose) pour les autres.

Il faut d'ailleurs observer que ces « solutions » à peine émises, sont très vite démenties par les faits. Mais tous se refusent à tout effort de solution politique pour sortir du système. Or nous affirmons que la seule solution pour sortir de la crise est politique, c'est-à-dire qu'elle réside réellement dans une prise de pouvoir pour un autre système.

#### « AIDER » LA GRECE NE SERT A...RIEN !!

Les capitalistes ont essayé d'entraîner les salariés dans un faux débat : « aider la Grèce est une nécessité pour s'en sortir et éviter le pire » et « ceux qui ne veulent pas prêter ne sont que des égoïstes ou des nationalistes qui se replient sur leur pré-carré ».

Voilà un faux débat ! Le vrai débat, c'est : à quoi cela sert de prêter 110 milliards d'euros à la Grèce : sortir le pays de la crise ou bien l'enfoncer ! La réponse nous est donnée par la Roumanie.

Au printemps 2009, bien avant la Grèce, la Roumanie obtenait une aide cruciale du FMI et de l'Union européenne pour « surmonter la crise économique ». "*La Roumanie avait besoin de l'argent du FMI et de l'UE, sinon elle aurait été confrontée à une crise de liquidités, son système financier risquait la faillite*" déclarait à l'AFP l'économiste et ancien ministre des Finances Daniel Daianu. Et de fait, ce sont plus de 20 milliards d'euros qui ont été prêtés à la Roumanie...

Et qu'en est-il aujourd'hui ?

La Roumanie est entrée en récession en 2009, lorsque son produit intérieur brut (PIB) est devenu négatif de 7,1%. En 2010, le scénario optimiste des super économistes internationaux (FMI) visait une croissance de 1,3%. Or la réalité est toute autre. La récession perdure. Ce prêt a servi à gagner du temps pour éviter la cessation de paiement.

En échange du prêt de 20 milliards d'euros du FMI, de l'UE et de la Banque mondiale, Bucarest s'était engagé à faire passer son déficit public de 7,2% du PIB en 2009 à 5,9% en 2010.

Malgré les mesures drastiques, la situation n'a pas changé... c'est pourquoi Dominique Straus Khan (FMI) demande encore plus !! Il faut que Bucarest baisse les retraites et les allocations chômages de 15% et les salaires de la fonction publique de 25%. Et pourtant ! L'économiste Doru Lionachescu de « Capital Partners » faisait le constat suivant :

« L'argent du FMI a servi pour acheter la paix sociale. Cela n'a fait que reporter le dénouement... » Et il ajoutait que : « l'espoir du gouvernement d'une sortie de crise grâce à la reprise économique de l'UE s'est révélée une illusion ».

**Bref, le prêt a été d'une efficacité égale à zéro tandis que la Roumanie a une dette supplémentaire de 20 milliards à rembourser !!!**

Voilà le scénario que La Grèce va répéter. Le plus dérisoire, c'est le vote des députés qui ont voté pour ou contre la contribution de 16,3 milliards d'euros de la France au prêt de l'UE à la Grèce.

En effet, ces sommes sont générées pour que les pays honorent ponctuellement leurs échéances et afin que la machine continue de tourner.

Car remarquons bien le mécanisme de fou qui se met en place. Les pays et banques empruntent à 4% pour prêter au pays « qu'il faut sauver ». Celui-ci doit rembourser l'emprunt avec un taux d'au moins à 7%, ce qui l'endette encore plus. A chaque « passage », le capitalisme financier empoche la différence tandis que l'endettement privé et public se creuse.. Jusqu'à ce que la machine se grippe.

## **20 MILLIARDS A LA ROUMANIE, 110 à LA GRECE ET COMBIEN A ... L'ANGLETERRE et aux USA ?**

On aurait tort de croire que la Grèce est un pays les plus endettés au monde. D'autres pays se font d'une discrétion coupable. Car les pays les plus endettés sont la Grande Bretagne et les USA.

Le bruit fait autour de la Grèce ainsi que la spéculation ne sont pas innocents. Ce battage à pour but de servir les intérêts de la Grande Bretagne et des USA notamment pour attaquer l'euro.

Il faut tout de même rappeler que les USA ont mis à genoux le Japon en s'attaquant au Yen et notamment en obligeant le Japon à réévaluer sa monnaie en 1990. Depuis 1990, le Japon ne s'en est jamais relevé, son système financier étant totalement démantelé (les 4 premières banques japonaises ont fait faillite).

En fait, la crise grecque et le bruit qui est fait autour sont le signe avancé du prochain grand choc de la crise du capitalisme mondial. Ce choc sera le résultat de la collision entre l'endettement démentiel privé et public de la grande Bretagne et des USA et l'échéance de remboursement des prêts dont la plupart viennent à maturité fin 2010 début 2011.

La prévision des dettes au niveau mondial pour 2010 est d'environ 4200 milliards de dollars... Et la demande de financement pour honorer ces dettes dépasse largement l'offre ! Evidemment, ce n'est pas dans la croissance ou dans la production que les capitalistes trouveront les formidables nécessités de financement pour honorer les échéances de remboursement.

C'est pourquoi loin de « réguler » le capitalisme, c'est tout le contraire qui se passe. Les produits financiers dérivés ont repris de plus belle, de plus en plus compliqués et de plus en plus virtuels. Plus encore qu'avant avril 2009, les spéculateurs en tout genre sont devenus les rois de monde. Les états qui ont un besoin vital de financement les encouragent : créer de l'argent sur de l'argent le plus vite possible devient vital pour maintenir momentanément le capitalisme à flot.

Le pire est donc à venir...

La situation financière de la Grande Bretagne est tellement grave que le résultat des élections législatives importe peu, les financiers et les hauts fonctionnaires de l'Etat ayant fourni à tous les partis le plan à suivre jusqu'à la fin 2010 ! Il faut d'ailleurs rappeler que comme en Grèce, les statistiques budgétaires ont été très amoindries avant les élections.

Il reste que l'immobilier britannique est loin d'être sorti de la crise, que la Grande Bretagne doit déboursier plus de 210 milliards à l'été 2010, somme qu'elle n'a pas ! Au cours de l'année 2009, le ministre des finances, Alistair Darling, a multiplié les rencontres avec Goldman Sachs pour trouver des solutions de financement. Et quand on sait que c'est aussi Goldman Sachs qui a mis au point le plan de redressement de la Grèce, on craint le pire.

Evidemment, derrière la grande Bretagne se profile le spectre des USA. L'ampleur des besoins en matière de dette souveraine se heurte à l'arrivée à échéance à partir de 2010 d'une ribambelle de dettes privées et publiques. Globalement et d'ici 2014, il faut que les USA trouvent au moins 1000 milliards de dollars par an. C'est loin d'être fait d'autant que les Chinois par l'intermédiaire de Zhu Min, le

gouverneur de la banque centrale chinoise déclarait récemment que : « *Le monde n'a pas assez d'argent pour acheter encore plus de bons trésors américains* » (Shanghai Daily du 18/12/2009).

Les besoins de financement étant largement supérieurs à l'offre, il ne reste plus aux capitalistes que 3 solutions :

- Deux immédiates :
- Truquer les bilans et les comptes budgétaires public et privés
  - Multiplier les bulles financiers et produits dérivés bidons
- Une autre sur le long terme :
- faire baisser le niveau de vie de 30 à 40% en supprimant les acquis sociaux, en baissant directement les salaires afin d'aller chercher dans la production « redevenue » profitable, des sources de financement

## **UNE SEULE SOLUTION : LE RETOUR DU « POLITIQUE »**

Faire de l'analyse économique ou de la prospective ne suffit pas. On le voit, notamment en Grèce ou en Roumanie (grande manifestation passée sous silence) l'élément décisif sera la réaction de la classe ouvrière mondiale et des peuples.

Le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul. Bien au contraire ! Les classes au pouvoir du « monde » sont cyniques et âpres au gain. Si vous ne le croyez pas, il suffit d'aller voir les statistiques officielles ( !!! ) qui indiquent que les inégalités se sont largement creusées en 15 ans. Selon ces statistiques mondiales, 1% de la population mondiale détenait 8% du PIB mondial en 1985. Aujourd'hui 1% de la population mondiale détient 20% du PIB mondial (+13% !).

Au niveau de l'Europe, 1% de la population détenait 7% du PIB en 1985. Aujourd'hui, 1% de la population détient 15% du PIB !

Ainsi, alors que la crise s'approfondit et que le bon samaritain aurait pu croire que ces couches sociales largement privilégiées pouvaient « partager » et être « généreuses », c'est exactement l'inverse qui se passe ! Croire que ces couches qui dirigent le monde vont se laisser déposséder de leur pouvoir et de leur richesse par le seul jeu électoral démocratique est une illusion.

Ils sont prêts à prendre les moyens radicaux (baisse de salaire, suppression des acquis sociaux, etC..), quitte à mettre des pays et des populations entières à genoux, pour conserver le système économique qui leur assure le pouvoir.

Pour faire passer la pilule, nous allons avoir droit à tous les arguments idéologiques et politiques. Et tous les arguments vont être épuisés les uns après les autres :

- Il y aura la fable de la « régulation » des marchés et du capitalisme. Elle a déjà commencé, elle commence à s'épuiser.
- Il y aura la fable de la sortie de l'Europe ou de l'euro, de la dévaluation compétitive pour jouer la carte d'un pays contre un autre alors que la crise est mondiale et globale.
- Il y aura la fable de la crise de « sous-consommation » et de la sortie de crise par une relance de la consommation donc, alors que la crise du capitalisme est une crise de surproduction notamment du capital
- Il y aura la fable de la décroissance qui pour le coup devient réalité puisque la croissance est négative à cause la crise du capitalisme.

Bref, les arguments politiques et idéologiques ne vont pas manquer pour nous orienter sur des voies sans issue pourvu que l'on accepte la récession et une baisse radicale du niveau de vie.

Nous avons déjà fait remarquer que la gauche (toute la gauche) était rentrée dans la logique de faire payer la crise à la population notamment à travers l'imposition locale décrétée par la bureaucratie politicienne (conseil général, conseil régional). Depuis, la gauche a voté le prêt à La Grèce, le Pasok met en place un plan de régression sociale dans ce pays et DSK impose des plans de rigueur mortel un peu partout.

## **SAUVER LA DEMOCRATIE ?**

Mais il est des positionnements politiques plus redoutables. L'argument est le suivant :

*« La crise économique et les plans de rigueur vont entraîner de forts mécontentements. Cette période de fortes turbulences fragilisent la démocratie notamment les démocraties occidentales.*

*Donc, s'il est « naturel » de manifester son mécontentement, il faut comprendre que tout mouvement social d'ampleur déstabilisera la démocratie et, les acquis démocratiques en augmentant le risque de totalitarisme ou de fascisme. »*

Ce positionnement politique qui est en train de prendre de l'ampleur est infect.

C'est ce positionnement politique qui est à l'origine de la stratégie syndicale actuelle, particulièrement en France. Cette stratégie syndicale se fait en concertation avec le pouvoir politique, notamment avec Sarkozy qui reçoit régulièrement toutes les fédérations syndicales. Cette stratégie consiste en la multiplication de manifestations de « protestation » mensuelle pour épuiser les bonnes volontés et surtout encadrer des mouvements sociaux qui pourraient avoir la tentation de s'affranchir de ce rythme (les « contis » par exemple). En clair, on a le droit d'être mécontent et de manifester, mais faut le dire gentiment derrière les « institutions ». Sinon ? Sinon, on est assimilé à des « terroristes » !

La démonstration est très claire : faire accepter les plans de rigueur pour maintenir le système et prétendre que toute velléité de le renverser serait pire que la situation actuelle et ferait courir un risque à la démocratie. Par extension, il faut justifier les mesures d'encadrement de la population (Burqa, etc...) en les présentant comme mettant en péril la démocratie.

Il y a donc une cohérence politique d'ensemble qui vise à faire accepter de gré ou de force le paiement de la crise. Mais au-delà, il y a une véritable peur ou haine de la population ouvrière qui par nature serait totalitaire...

## **POUR SAUVER LA DEMOCRATIE...LA DICTATURE !!**

Comme nous ne sommes pas de doux rêveurs, nous nous attendons à ce que la situation économique et sociale se tende. Nous l'avons dit, les capitalistes ne lâcheront pas le pouvoir gentiment. Leur attitude lors de cette crise économique en dit long sur leur détermination et sur leurs intentions.

La crise économique a montré qu'elle était globale. La réponse politique ne peut être que globale. Toute tentative de s'en sortir dans le cadre national, pays par pays, est donc voué à l'échec et serait une illusion. Non, il nous faut travailler à mettre hors d'état de nuire le capitalisme financier et ceux qui le dirigent. Il faut les priver de continuer à faire des millions de victimes de leur système économique. C'est en cela, qu'il sera inévitable que pour sauver la démocratie, il faudra exercer une dictature sur ce capitalisme financier.

Nous, communistes démocratiques, pensons que la lutte contre la crise économique passe par une solution politique mondiale, l'établissement d'un gouvernement mondial ouvrier. Nous avons conscience que les forces manquent pour l'établir. Toutefois, nous constatons que de la réaction des pays du Sud à Copenhague, aux manifestations de la population américaine contre les banques jusqu'aux manifestations de la population grecque, les conditions d'une telle revendication politique peuvent rapidement évoluer.